

Brochure n° 3154

Conventions collectives nationales
NÉGOCE DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

IDCC : 398. – **Ouvriers**

IDCC : 533. – **ETAM**

IDCC : 652. – **Cadres**

AVENANT N° 14 DU 26 FÉVRIER 2016
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX CONVENTIONNELS

NOR : ASET1650511M

IDCC : 652

Entre :

La FNBM,

D'une part, et

La CGE-CGC ;

La FNCB CFDT ;

La CSFV CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent avenant portant sur la grille des salaires minima est applicable aux salariés qui relèvent de la convention collective nationale des cadres de la branche du négoce des matériaux de construction.

Barème applicable pour la durée légale du travail à compter du 1^{er} mars 2016

Valeur du point d'ancienneté = 76,78105.

(En euros.)

NIVEAU	CAT.	COEF.	RMAG
VI	A	350	26 873,37
	B	380	29 176,80
VII	A	410	31 480,23
	B	450	34 551,47
	C	490	37 622,71

NIVEAU	CAT.	COEF.	RMAG
VIII	A	550	42 229,58
	B	600	46 068,63
	C	650	49 907,68
IX	A	680	52 211,11
	B	750	57 585,79

Article 2

Egalité salariale entre les hommes et les femmes

Les partenaires sociaux s'engagent à mesurer les écarts de situations, notamment de rémunérations, dans des fonctions comparables, entre les hommes et les femmes, et le cas échéant, définir des mesures permettant de corriger, voire supprimer les disparités.

Article 3

Entrée en vigueur. – Dépôt. – Extension

Le présent avenant entrera en vigueur au 1^{er} mars 2016.

Les parties signataires s'engagent dans le cadre de l'article L. 2231-6 du code du travail à déposer le texte pour extension.

Article 4

Révision. – Dénonciation

Le présent avenant pourra être dénoncé dans les conditions prévues par le code du travail. Il pourra également être révisé à tout moment à la demande de l'une ou l'autre des parties signataires.

La demande de révision, accompagnée d'un projet motivé sur les points à réviser, sera notifiée à l'ensemble des parties signataires.

Article 5

Adhésion

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent avenant pourra y adhérer par déclaration en recommandé auprès de l'organisme compétent et des signataires de l'accord.

Article 6

Force obligatoire de l'accord

Les accords collectifs d'entreprise ou d'établissement de la branche du négoce des matériaux de construction relatifs aux salaires ne pourront comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent texte sauf dispositions plus favorables au salarié.

Fait à Paris, le 26 février 2016.

(Suivent les signatures.)